

# NI LICENCIEMENTS, NI FERMETURE :



## NATIONALISATION !

Macron à peine réinstallé, Borne à peine nommée, le gouvernement même pas constitué, Vallourec dont l'état est actionnaire à encore 2,3%, a annoncé mercredi la suppression de 320 emplois, la délocalisation au Brésil et la fermeture de la tuberie de Saint- Saulve. A trois semaines des élections législatives : c'est dire que les actionnaires devaient trépigner.

Et pourquoi ? La presse du capital nous le dit sans filtre : « **La restructuration de Vallourec lui permettra de capitaliser sur sa remontée en Bourse.** »

Ainsi, la destruction de la vie de 250 salariés et de leur famille, à Valenciennes et à Aulnoye-Aymeries permettra aux actionnaires de gagner de l'argent.

D'autant que, au passage, le licencier Guillemot a acheté 463 000 actions en mars dernier pour un montant de 5 millions d'euros. Les actions acquises à 10,80 euros valent aujourd'hui, à la veille de la réunion des actionnaires prévue le 24 mai, 12,3 euros.



D'autant que Vallourec a bénéficié d'un prêt de 262 millions d'euros en 2021. 262 millions pour délocaliser au Brésil et licencier en France.

Et le journal patronal « Les Echos » explique sans états d'âme : '**Il faut battre le fer tant qu'il est chaud, les deux anciens créanciers de Vallourec, les fonds Apollo et SVP, le savent d'autant mieux qu'ils en sont devenus l'an dernier les principaux actionnaires (à hauteur d'environ 38 %). L'accélération de la restructuration impulsée par le nouveau patron du fabricant de tubes en acier, l'ex-Elior Philippe Guillemot, fait la soudure avec l'envolée du titre en Bourse.**' »

**L'Union départementale des syndicats CGT du Nord apporte tout son soutien aux salariés de Vallourec sacrifiés sur l'autel du profit et exige que l'état garantisse la production et les emplois en nationalisant Vallourec.**

